



CHARTRE D'IDÉES

Préambule...

Notre objectif : une société d'harmonie entre Humains, Animaux et Nature

L'avenir de notre économie, de notre santé, de notre bien-être et de la paix dépendent de l'impact de notre société sur le Vivant et la Planète. C'est donc aux capacités et ressources de ces derniers que nous devons adapter notre mode de vie, et non l'inverse. En refusant de toucher au « saint » libéral-mondialisme, les dirigeants actuels obtiennent de maigres résultats, détournant des citoyens l'idée que la politique puisse changer le cours de leurs vies. Nous sommes convaincus que la France peut et doit redevenir un moteur dans cette adaptation nécessaire du monde humain au reste du monde.

Restaurer l'unité entre humains, refaire Société, refaire France

L'harmonie, nous devons aussi la mettre en place à notre échelle de groupe de citoyens. Plus que jamais, notre pays est divisé, socialement, socialement, territorialement, professionnellement. Nous souhaitons retrouver les facteurs de l'unité et de l'équilibre : la culture pour affirmer ce qu'est la France, un vrai partage des richesses émanant du capital, une éducation qui cesse de trahir ses promesses et favorise l'esprit de groupe, une justice qui inspire à nouveau la confiance.

Unité n'est pas uniformité, et culture n'est pas identité ; le vrai sujet de l'appartenance au peuple français n'est pas l'origine, ni les particularités, mais la simple envie de vivre avec les autres.

Au-delà des clivages, réunir les patriotes de gauche et les sociaux de droite

De nombreuses formations politiques en appellent à « l'union de la gauche » ou « l'union des droites » ; il suffit de compter les altercations au sein même des demandeurs pour constater que ces appels sont vains et ne reposent sur aucun bagage de fond. Notre cap est clair : le respect de la Nature et de l'Animal, la promotion de la Culture pour cimenter les communautés et reconstruire le commun, la protection et l'égalité devant les services publics, et, bien sûr, l'amour de la France.



L'universalisme, c'est agir pour le Peuple uni et indivisible.



C'est se battre pour l'ensemble des habitants.

C'est garantir le fonctionnement de la République laïque et sociale, sans privilégier une catégorie de la population par rapport aux autres, quelles que soient l'origine, le milieu social, les opinions politiques ou religieuses. C'est s'opposer à toutes les idées et méthodes qui divisent le Peuple : identitaires, indigénistes, clientélistes, communautaristes, suprémacistes, intégristes, fondamentalistes, intersectionnalistes et de mépris de classe.

C'est permettre à tous de participer à la vie politique.

La République est censée offrir à chacun l'espoir de diriger le pays ou d'y contribuer. Aujourd'hui, la Constitution a subi des entorses telles que le Peuple est, périodiquement, courtisé deux mois durant et méprisé pour cinq années. Les décisions sont réparties entre les échelons national et locaux de manière discutable, enlisant de nombreuses perspectives de changement sur des sujets essentiels. La Constitution de la Vème République doit être remaniée en profondeur afin de renouer avec son histoire, de s'adapter au numérique et de retrouver le sens des droits et des devoirs.

C'est corriger les différences, sans pénaliser les autres.

C'est refuser les politiques punitives et les altérations du langage (appauvrissement de l'orthographe et usage déraisonné de l'écriture inclusive) qui rabaissent et infantilisent les citoyens. Notre objectif ne doit pas être de compenser une difficulté par un passe-droit, ni par une loi s'opposant à l'intérêt général, mais d'appliquer les aménagements qui permettront aux défavorisés d'aboutir aux mêmes droits que tous les autres.

C'est réévaluer les traités supranationaux (Union européenne, accords de libre-échange) dans le strict respect du Vivant et de la démocratie.

Alors que les directives européennes ont globalement contribué à mieux respecter l'Animal et la Nature, l'Union européenne, dans l'écriture de ses traités, ainsi que les accords de libre-échange qu'elle a pu signer (TAFTA, CETA, JEFTA...), constituent un obstacle majeur et doivent être repensés ou réévalués d'urgence afin de permettre la transition écologique et la protection du Vivant.

L'universalisme, c'est agir pour l'ensemble du Vivant.



C'est avoir conscience que chaque décision portant sur une des trois entités du Vivant (Humains, Animaux et Nature) impacte durablement les deux autres.

Maltraiter la Nature et l'Animal, c'est exposer la population mondiale à de terribles conséquences économiques et sanitaires. Notre consommation industrielle d'eau a asséché des lacs, des mers, et a forcé de nombreuses populations à quitter leur région. Notre gestion indigne de l'Animal dans les abattoirs, ou dans l'expérimentation sur substances chimiques et médicamenteuses, menace gravement notre hygiène et notre santé, tant l'espèce humaine et les autres sont biologiquement distinctes. Pour notre avenir, prendre soin de l'Animal et de la Nature est plus qu'un devoir, c'est une nécessité absolue.

C'est agir pour la protection de l'Animal.

Notre mission est, notamment, de mettre fin aux « traditions » indignes (corrida, combats de coqs, chasse à courre et autres chasses cruelles), à l'élevage intensif et au productivisme qui lui est intrinsèquement lié, à l'expérimentation sur animaux (aux conséquences désastreuses sur la santé humaine) et aux conditions de transport indignes, de punir plus sévèrement les abandons et actes de maltraitance ainsi que d'aider les associations de

protection animale y compris sur le plan financier. L'ensemble de ces actions serait portée par un ministère dédié.

C'est agir pour la protection de la Nature.

Elle est notre signal d'alarme, et doit être préservée des conséquences du mondialisme et du productivisme. Cela implique de développer une grande politique de la mer, de maximiser nos efforts de relocalisation afin de réduire la consommation (notamment d'énergie), de garantir un mix énergétique crédible sans méthodes intensives et de mettre fin à la bétonnisation à outrance.

C'est associer diminution de la consommation et maîtrise de la démographie mondiale.

Les deux notions, trop souvent opposées, sont non seulement compatibles, mais aussi, et surtout, importantes. La réduction de la consommation doit être confortée par une reconversion des secteurs pouvant l'être et par une innovation centrée sur cet objectif. La démographie doit être régulée par une action positive de justice sociale à l'étranger : protection et émancipation de la femme, généralisation de l'accès à l'éducation et émergence de régimes de retraite.

L'universalisme, c'est vivre de son travail et l'exercer dignement.



C'est permettre à tous d'accéder au travail.

Le droit à un emploi est inscrit au préambule de la Constitution. Nous devons y parvenir grâce à deux plans nationaux. Le premier concerne la relocalisation, qui nous a cruellement manquée pendant la crise sanitaire. Le deuxième réside dans la création d'emplois publics dans les secteurs incontournables que le privé ne juge pas rentables, mais aussi la création d'emplois verts et l'accompagnement des petites entreprises ayant des difficultés à financer des postes essentiels.

C'est redistribuer les richesses et les décisions grâce à la participation salariée.

Les écarts entre dividendes et salaires se creusent d'une manière inacceptable et les décisions sont prises sans y associer suffisamment les salariés. En faisant participer ces derniers au capital de l'entreprise, la société leur permettra d'intégrer peu à peu le conseil d'administration et d'agir pour leur bien-être, tout en prenant part à la redistribution des dividendes. Ainsi, il ne sera plus possible d'augmenter les actionnaires au détriment des employés.

C'est assurer avec fermeté la dignité au travail.

La notion de rentabilité est incomprise depuis trop longtemps ; pour trop de grandes entreprises, le travail rentable demande une durée maximale à une intensité maximale. Nous pensons au contraire que le travail est efficace et rentable s'il garantit confort et dignité à l'ensemble des salariés.

C'est adapter la nature du travail aux capacités de la planète.

La direction des actifs vers les métiers durables et la transition des métiers pouvant être réadaptés se prépare dès maintenant. Diriger les travailleurs vers les secteurs polluants, c'est mentir sur la pérennité de leur emploi, donc de leur niveau de vie. Face à la croissance et à la décroissance, nous prôtons une réadaptation de notre économie et du marché du travail en faveur des métiers qui permettront à la France et au monde de réduire sa consommation en énergie. L'innovation doit être mise à profit de cet objectif inaliénable.

L'universalisme, c'est défendre un État qui protège chaque citoyen.



C'est assurer la sécurité des habitants.

Il est inacceptable que des victimes d'incivilités et d'attaques, ou leurs proches, vivent avec la peur de croiser une nouvelle fois leur assaillant. Il n'est pas plus admissible que la police soit indisposée à agir dans certaines cités, dans les cas où elle n'est pas directement attaquée. Par ailleurs, une grande erreur du débat politique actuel est d'opposer justice punitive et réhabilitative ; la nécessité d'assurer la reconversion professionnelle des criminels ayant purgé leur peine n'empêche en aucun cas la réinstauration de peines planchers et le respect des échelles officielles de peines.

C'est retrouver les services publics et l'égalité territoriale.

À ceux qui souhaitent supprimer des postes de fonctionnaires, nous répondons en leur préférant la réaffectation de postes dans les zones délaissées : les zones rurales, où les services publics ont disparu, et les banlieues, où l'absence d'entretien à la hauteur a rendu l'intervention de l'État vaine et inefficace. Les démarches administratives, d'une complexité souvent déroutante, doivent être simplifiées par la mise à jour des serveurs et interfaces consacrées.

C'est protéger la santé publique et la sécurité sociale.

La crise sanitaire a révélé l'aspect vétuste et préoccupant de nos centres hospitaliers et du manque de personnels, et les zones rurales et les banlieues se sont vidées de leurs médecins. Nous défendons avec intransigeance la sécurité sociale contre les coupes budgétaires et les menaces de privatisation, et souhaitons l'extension de la production de médicaments sur le territoire français.

C'est retrouver le sens et la hauteur de l'éducation.

Nous estimons que l'objectif de l'éducation ne doit pas être de garantir des parcours et diplômes identiques pour tous, mais de permettre à chacun de trouver un emploi. Cette mission de répartition, que notre système éducatif doit retrouver, passe par la valorisation et la diversification des filières professionnelles et technologiques, victimes d'une discrimination insensée, et par la hausse du niveau des baccalauréats et du brevet, notamment à l'oral.

L'universalisme, c'est défendre un Pays pour en faire un modèle.



C'est défendre la France, son État, ses frontières, tout en ayant un idéal politique plus large.

Tant qu'il n'existera pas de peuple mondial, la disparition des Nations n'aura aucun sens. Il faut donc que ces dernières correspondent aux peuples existants ; pour le Peuple Français, la France. Cependant, ni l'Animal ni la Nature ne peuvent être circonscrits à un Peuple, et l'intérêt de leur bien-être est mondial. Les frontières sont alors primordiales afin d'instaurer un protectionnisme exigeant des autres les mêmes impératifs de respect, de savoir-vivre, de santé, d'écologie et de protection animale que ceux que nous exigeons en France.

C'est défendre une culture héritée de la Nature et confortée par des valeurs de respect humain.

La Nature présente sur le sol Français est incontournable dans le façonnage de notre agriculture, notre gastronomie, notre approche des différentes formes d'arts. L'apport intellectuel des scientifiques et philosophes a consolidé nos valeurs de respect, aboutissant à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (et respectivement de

la Femme et de la Citoyenne) et aux dispositifs de protection des plus faibles. Mettre en avant cette culture, c'est mieux la montrer aux arrivants, c'est leur donner une chance de partager cette spécificité et de vivre en harmonie avec tous les autres habitants du pays. Une France qui a peur ou honte d'elle-même ne fera que de propager les conflits, les discriminations et les attentats. Une France qui ne protège pas la Nature et les Animaux court le danger d'oublier d'où elle vient et ce qu'elle est.

C'est refuser les confusions mortifères entre culture et identité, entre unité et uniformité.

La culture se partage, se combine et s'enrichit, alors que l'identité est systématiquement évoquée pour séparer ce qui lui est conforme de ce qui ne l'est pas. L'identité divise par nature, parce qu'elle repose sur ce que l'on voit, y compris sur une durée trop courte pour être significative. La force d'une culture réside dans le fait d'être portée par des horizons différents (l'unité), alors que l'identité ne passe que par la ressemblance systématique (l'uniformité), déclenchant le racisme et la discrimination.



les Universalistes

Homme Animaux Planète

- ▶ les-universalistes.fr
- f Les Universalistes
- t @Universalistes1
- o Les Universalistes